

**Point de presse de la porte-parole -  
Zimbabwe/Démission du président  
Robert Mugabe - Nigéria/Attaque  
contre une mosquée - Turquie/  
Procès de M. Taner Kiliç,  
responsable turc d'Amnesty  
International - Tribunal pénal  
international pour  
l'ex-Yougoslavie/Condamnation de  
M. Ratko Mladic -  
Numérique/Nomination d'un  
ambassadeur - Russie-France -  
Arménie-Azerbaïdjan/Haut-Karaba  
gh**

(Paris, 22 novembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé sa déclaration, fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Zimbabwe - Démission du président Robert Mugabe - Rappel de la déclaration de la porte-parole du MEAE (21 novembre 2017)

Nous venons d'apprendre la démission du Président du Zimbabwe, Robert Mugabé, qui a su faire preuve de responsabilité en appelant à un transfert du pouvoir pacifique et non-violent.

Nous saluons cette décision qui doit à présent ouvrir la voie à une transition politique pacifique, dans le respect des aspirations légitimes du peuple zimbabwéen.

Nous nous tenons prêts, avec nos partenaires internationaux, en particulier européens et africains, à accompagner et soutenir cette transition politique.

2 - Nigéria - Attaque contre une mosquée (21 novembre)

La France condamne l'attentat perpétré le 21 novembre dans une mosquée de Mubi, dans l'État d'Adamawa au Nigéria, qui a fait au moins cinquante morts.

Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes et aux autorités nigérianes.

Il est crucial de ne pas relâcher les efforts militaires pour neutraliser le groupe terroriste Boko Haram qui continue de perpétrer des attaques contre les populations. La France soutient la force multinationale mixte créée dans ce but à l'initiative du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, et se tient aux côtés des pays de la région pour lutter contre le terrorisme dans le bassin du Lac Tchad.

### 3 - Turquie - Droits de l'Homme - Procès de M. Taner Kiliç, responsable turc d'Amnesty International

Alors que s'ouvre aujourd'hui à Istanbul la deuxième audience du procès des responsables turcs d'Amnesty international, Taner Kiliç et Idil Eser, et des neuf autres défenseurs des droits de l'Homme arrêtés début juillet, parmi lesquels se trouvent les ressortissants allemand et suédois Peter Steudtner et Ali Gharavi, la France rappelle sa vive préoccupation et son attachement au droit à un procès équitable.

Elle continue d'exercer un suivi vigilant : le consulat général de France à Istanbul a assisté à cette séance, comme cela a été le cas pour la première audience de ce procès.

Nous demandons la libération rapide de M. Taner Kiliç, président d'Amnesty international, seul des onze accusés encore maintenu en détention après les décisions de remise en liberté conditionnelle prises lors de la première audience du 25 octobre.

Le travail d'ONG telles qu'Amnesty international contribue à la défense des droits de l'Homme et à la promotion d'une société civile dynamique, composante indispensable d'une société démocratique.

La France appelle la Turquie au respect de ses engagements européens et internationaux et relaie ce message lors des contacts à tous les niveaux avec les responsables turcs.

### 4 - Justice internationale - Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie - Condamnation de M. Ratko Mladic (La Haye, 22 novembre 2017)

Le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a condamné le 22 novembre 2017 M. Ratko Mladic à la prison à perpétuité pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis lors du conflit en Bosnie-Herzégovine (1992-1995), qui a fait plus de 100.000 morts et 2,2 millions de déplacés. La France salue le courage des victimes et des témoins qui ont accepté de s'exprimer devant les juridictions pénales internationales.

A quelques semaines de la fermeture du TPIY, la France rend hommage à son action essentielle pour la réconciliation entre les pays de la région. Comme l'a plusieurs fois rappelé le Conseil des ministres de l'Union européenne, il est indispensable que tous les responsables des crimes de guerre commis dans les Balkans occidentaux soient jugés. Nous sommes engagés en faveur de la lutte contre l'impunité et pour une justice indépendante et impartiale.

partout dans le monde et appelons l'ensemble des États à coopérer pleinement avec les juridictions pénales internationales.

## 5 - Numérique - nomination d'un ambassadeur

M. David Martinon a été nommé ambassadeur pour le numérique lors du conseil des ministres ce matin.

C'est une décision importante qui donne à M. Martinon compétence sur des sujets ayant trait au numérique dont ce ministère a la charge : les négociations internationales sur la cybersécurité, la gouvernance de l'internet et des réseaux, la liberté d'expression sur internet, les sujets de propriété intellectuelle liés à l'internet, le soutien à l'export des entreprises du numérique et la participation de la France au partenariat pour un gouvernement ouvert, en lien avec ETALAB.

J'attire en particulier votre attention sur la mission qui est spécifiquement confiée à M. Martinon par le président de la République et le Premier ministre, sous l'autorité du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, au titre de la lutte contre l'utilisation d'internet à des fins terroristes, de conduire un dialogue direct avec les grandes plateformes numériques américaines.

Cette tâche découle des orientations prises au G7 de Taormina en juin dernier, du plan d'action franco-britannique de juillet 2017 et des demandes adressées à ces plateformes lors de la réunion de haut niveau sur la prévention de l'utilisation d'internet par les terroristes, par le président de la République et les Premiers ministres italien et britannique (réunion du 20 septembre à New York dans le cadre de l'assemblée générale des Nations unies). Pour l'exécution de cette mission, M. Martinon travaillera en étroite collaboration avec les services du ministère de l'intérieur et avec le secrétariat d'État au numérique.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la stratégie numérique du ministère de l'Europe et des affaires étrangères que M. Jean-Yves Le Drian présentera le 15 décembre.

## 6 - Russie-France

Q - Avez-vous une réaction sur l'arrestation à Nice d'un sénateur russe, Suleiman Kerimov. qui selon le ministère russe des affaires étrangères, bénéficie de l'immunité diplomatique?

R - Monsieur Suleiman Kerimov, en sa qualité de représentant d'un État étranger, bénéficie d'une immunité de juridiction pénale étrangère pour les seuls faits accomplis dans l'exercice de ses fonctions.

Il revient au juge saisi de l'affaire de se prononcer sur la question de savoir si les faits pour lesquels il est poursuivi relèvent de ses fonctions et sont donc protégés par une immunité.

## 7 - Arménie - Azerbaïdjan - Haut-Karabagh

Q -La municipalité d'Alfortville a organisé le 20 novembre une réception en l'honneur du «Président du Haut-Karabagh», célébrant la signature d'une charte d'amitié avec une ville du Haut-Karabagh. Quelle est la position du gouvernement français ?

R - Notre position est claire : nous ne reconnaissons pas le Haut-Karabagh. La «charte» signée par la municipalité d'Alfortville n'engage pas le gouvernement./.